



## **Unité pour le retrait total du plan d'austérité Macron-Bayrou**

### **Unité pour nos revendications.**

Le 15 juillet, le 1<sup>er</sup> ministre François BAYROU a annoncé un plan d'austérité sans précédent de 43,5 milliards d'euros comprenant une nouvelle augmentation des dépenses militaires de 3 milliards d'euros et une attaque généralisée contre tous les droits sociaux, la sécurité sociale, les collectivités locales et les services publics.

Ce plan d'austérité a provoqué un immense rejet de la population et une grande colère de la population, au premier rang desquels le corps militant de la CGT.

Ce plan d'austérité fait suite au budget de 2025 du gouvernement Bayrou suite à la censure du gouvernement de Michel BARNIER a qui durement frappé la fonction publique (remise en cause de l'indemnisation à 100% des arrêts maladie, gel du point d'indice, suppression de la GIPA...).

Le CCN de la CGT doit se réunir les 26 et 27 août et sera amené à déterminer les revendications que porte la CGT dans la période et les modalités d'action pour faire aboutir ces revendications.

D'ores et déjà, on entend certaines forces politiques indiquer qu'il convient de négocier et d'amender le plan d'austérité du gouvernement Bayrou. Le député PS, Philippe BRUN indique ainsi « *« Le plan d'économies de près de 44 milliards d'euros pour 2026 présenté mi-juillet par François Bayrou doit être réduit d'environ de moitié ».*

Le plan d'austérité de Bayrou n'est ni amendable, ni négociable : il doit être retiré dans sa totalité.

A ce jour, aucune perspective d'action n'est prévue par la CGT à l'automne pour faire reculer le gouvernement sur son projet mortifère mais sur les réseaux sociaux une date de mobilisation a été lancée pour le mercredi 10 septembre avec le mot d'ordre « Bloquons tout »: les revendications et les modalités d'action prévues pour cette mobilisation du 10 septembre sont confuses.

Une réunion intersyndicale confédérale est programmée le 1<sup>er</sup> septembre.

Il est regrettable que la direction confédérale de la CGT, organisation syndicale de classe et de masse, n'ait pas pris l'initiative d'envisager dès l'annonce du plan Bayrou une stratégie d'action claire sur des revendications elles-aussi clairement établies. Cette situation conduit à mettre à la CGT « à la remorque » d'initiatives hors cadre syndical.

En tout état de cause, l'urgence est de mettre en place une stratégie d'action claire sur des revendications claires dans l'unité intersyndicale le plus large possible.

Le secrétariat du syndicat CGT du CNFPT réunit de manière extraordinaire ce jeudi 21 août considère

1/ que la CCN de la CGT doit décider d'appeler à une 1<sup>ère</sup> journée de grève interprofessionnelle le mercredi 10 septembre visant à bloquer le pays sur les revendications suivantes :

- Retrait total du plan d'austérité du plan Bayrou
- Augmentation générale des salaires et des pensions (ce qui comprend l'augmentation du point d'indice)
- Annulation des mesures d'austérité qui mettent en cause le droit à la santé et la sécurité sociale, en particulier pour les fonctionnaires le rétablissement à 100% des indemnités des arrêts maladie et l'abrogation de la journée de carence
- L'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans en vue du rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein

2/ que la CGT doit chercher à rassembler le maximum d'organisations syndicales lors de la réunion intersyndicale du 1<sup>er</sup> septembre sur ces revendications et sur l'appel à une 1<sup>ère</sup> journée de grève interprofessionnelle le 10 septembre visant à bloquer le pays. L'accord de l'ensemble des organisations syndicales sur ces deux aspects ne saurait conditionner les décisions de la CGT.

Il y a urgence à agir !

La réponse de la CGT doit être à la hauteur de l'agression du gouvernement Bayrou vis-à-vis du monde du travail.

Motion du secrétariat du syndicat CGT du CNFPT, réuni en visio jeudi 21 août à 12H30